

RÉUSSIR LA PAIX

Nous voilà sortis de la guerre d'Algérie par le moyen qui, depuis longtemps, apparaissait comme le seul concevable : une négociation dessinant à l'avance le cadre de l'Etat algérien. Il a fallu sept ans de guerre pour que cette solution « mûrisse » comme on dit, dans l'horreur quotidienne du terrorisme et de la répression, à travers les variations et les équivoques de deux régimes successifs. Laissons à l'histoire le soin de faire le compte des sottises et des crimes, et saluons sans réserve les accords conclus à Evian : ils sont les meilleurs possibles, étant donné la situation de chacun des partenaires et le rapport de leurs forces.

Il n'y aurait pas eu de libération sans insurrection ; les nationalistes algériens sont arrivés près de leur but à force de sacrifices et de ténacité, mais c'est aussi une victoire que chacun des deux camps remporte sur lui-même en arrêtant sa violence et en limitant ses prétentions. L'histoire est tissée de tels ajustements. A condition cependant que le compromis ne soit pas le masque d'un « diktat », ou la ruse d'un combattant essoufflé. En l'occurrence, on ne saurait parler d'un « Munich », dans un sens ou dans l'autre. Quelle que soit l'ampleur des concessions, elles n'entament pas la liberté et l'honneur des parties, elles ne condamnent personne à la servitude. Les choix offerts aux Européens d'Algérie restent ouverts ; leur situation va changer, et l'on comprendrait leur souffrance si elle ne servait pas de prétexte à des actes abominables.

Ces accords qu'il a fallu des mois pour établir, il sera plus difficile encore de les exécuter. Du côté algérien, qu'on ne se laisse pas aller à un « bourguibisme » de circonstance, comme s'il ne s'agissait que de prendre appui sur une concession pour en tirer d'autres : la situation est trop différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation de la Tunisie et du Maroc. Du

REUSSIR LA PAIX

côté français, malheureusement, les conditions d'une application sincère ne sont pas encore toutes réunies. Dans le temps même où les accords se concluaient, des agents de l'autorité française et des unités de l'armée laissaient l'O.A.S. prendre quasiment le contrôle d'Oran. A Paris, les pouvoirs nécessaires au rétablissement de l'ordre étaient refusés au haut-commissaire désigné, le général Billotte. Le double-jeu va-t-il continuer ? Tant que demeurera à la tête du gouvernement un homme qui s'est compromis avec certains des conspirateurs actuels, et qui continue d'animer une espèce de gouvernement parallèle, de hargne et d'intrigue, le sabotage des accords sera possible à tout moment. Des gens en place sont prêts à saisir la première occasion de reprendre leurs opérations sournaises. Dans les mois qui viennent, tout sera une question de détail, et l'on sait combien il est facile, en jouant des détails, de contrecarrer une volonté qui affecte de les mépriser. Donc, restons en garde. La force des choses n'a pas encore modifié le fond des cœurs.

De durs moments se préparent. Le gouvernement a laissé s'implanter une organisation qui va manœuvrer pour interdire l'application des accords. Son but est de provoquer les Musulmans à un massacre d'Européens qui mettrait l'armée française dans l'obligation de se lier à l'O.A.S. Personne ne peut plus se faire d'illusions sur des gens qui, pareils aux nazis, emploieront tous les moyens. Les réduire reste la tâche de l'autorité française. Au point où elle a laissé aller les choses, et si elle veut éviter d'employer contre des Français les méthodes du général Massu, il faut qu'elle agisse nettement et durement. Il est affreux qu'on puisse laisser dire que c'est au F.L.N. de régler ce problème. Car c'est le nôtre, au premier chef. Puissent les Français d'Oran et d'Alger ne pas payer trop cher sept années d'intoxication dont la métropole a été complice !

L'accord intervenu est moins un règlement qu'une base de départ. Il ne signifie pas que la France « se dégage » de l'Algérie, comme l'Angleterre s'est retirée des Indes. France et Algérie se sont trop longtemps et trop profondément « entrelacées », comme dit Jacques Berque, pour que la paix équi-

ESPRIT

vaille au désintéressement. Certes l'Algérie s'apprête à devenir un Etat, et nous devons nous habituer à la voir ainsi, à traiter les Algériens en responsables. Mais nous ne serons pas quittes en échangeant une aide financière contre des bases militaires et des permis de prospection pétrolière. La construction de l'Etat algérien nous engage pour de multiples raisons, de fait et de cœur : parce que beaucoup de Français vivent là-bas et beaucoup d'Algériens chez nous, parce que la nation algérienne, si elle s'est imposée contre nous, s'est faite aussi de l'apport français, à partir d'une histoire où la France est mêlée, enfin parce que les violences exercées là-bas exigent réparation. Bien sûr, le souvenir des fautes s'efface vite de la mémoire des peuples, et la pénitence n'est pas un état d'esprit politique ; nous voulons dire simplement qu'un certain nombre de Français, parmi les meilleurs, sont prêts à donner la part qui leur sera demandée à la construction de l'Algérie nouvelle.

C'est la première fois qu'une colonie de peuplement est décolonisée. Quelle proportion d'Européens acceptera de coopérer à cette entreprise ? nous l'ignorons. Il se peut que beaucoup refusent ; il se peut aussi qu'une bonne partie d'entre eux acceptent d'apprendre à vivre avec des égaux. L'expérience a une immense portée : elle concerne une majorité arabo-islamique et une minorité de souche chrétienne. Si difficile et si limitée que soit la réussite, elle témoignerait cependant contre un mouvement qui divise le monde en blocs idéologiques et raciaux. A l'aube de la civilisation planétaire, on s'acharne ici et là à rompre des solidarités naturelles, on refuse le dialogue, on reconstruit des ghettos. Les barbelés d'Oran et le mur de Berlin devraient signifier pour l'humanité la pire honte.



Le succès dépendra pour beaucoup de l'attitude de la métropole. Va-t-on y intéresser l'opinion lors de la prochaine campagne électorale ? lui fera-t-on sentir la signification de cette nouvelle solidarité, l'importance de ces nouveaux devoirs ? Chez les partisans honnêtes de l'Algérie française — beaucoup d'officiers S.A.S. par exemple —, il y avait une idée généreuse : faire vivre des hommes. L'Algérie libérée reste une terre de misère. Maintenant qu'est levé le préalable politique, la réa-

REUSSIR LA PAIX

lité économique et démographique cesse d'être un argument de propagande. C'est sans doute en pensant à tant d'êtres affamés et sans travail, à tant d'orphelins, à toute une population déplacée, concentrée, condamnée à une subsistance inhumaine, que les dirigeants du F.L.N. ont consenti à des dispositions économiques qui n'entraient pas dans leur programme révolutionnaire. Mais ils savent bien qu'à long terme le redressement ne peut se faire que dans une direction socialiste. La nécessité de vivre sera plus forte que toutes les précautions.

Alors, si la politique française se borne à rechercher de classiques avantages stratégiques et financiers en échange d'une aide, certes lourde pour le contribuable français mais finalement peu efficace sur le terrain, le divorce sera fatal : le Maghreb, que l'indépendance algérienne va dynamiser, fera coûte que coûte sa révolution, et cette fois définitivement, contre la France. Nous aussi avons à choisir notre voie, et ce choix a un rapport vital avec l'évolution des nations africaines, et d'abord de l'Algérie. Si nous nous laissons enfermer dans l'aménagement d'un capitalisme rénové, nous serons rejetés du côté des peuples nantis : ceux dont on attend de l'argent, et c'est tout. Rester du côté des pauvres, cela veut dire participer à la lutte qu'ils mènent contre le sous-développement ; mais non point seulement par l'aide technique, même baptisé coopération, si généreuse soit-elle. Il s'agit d'abord de mener chez nous le combat du socialisme démocratique, de construire en France une société plus juste. C'est alors que notre politique s'orientera vers les décolonisés et sera solidaire de leurs efforts. C'est alors que nos propres progrès trouveront leur sens dans l'égalisation des conditions mondiales, et que l'esprit politique redeviendra fidèle à son but : une cité dont aucun peuple ne soit banni.



Une époque se termine : la France rentre en France. Mais une époque peut commencer : les Français ont assez de travail devant eux pour amener leur nation au niveau moderne, pour esquisser un modèle nouveau de développement humain, qui ne soit dominé ni par l'argent ni par l'Etat. Et puis, au delà de l'impérialisme défunt, le monde s'ouvre à la confrontation des

ESPRIT

cultures. Bien des chances nous restent, et de nouvelles apparaissent. La communauté de langue est une de ces possibilités qui s'offrent d'explorer cette « quatrième dimension » des rapports entre peuples, qui est au delà de l'égoïsme des puissances.

En sommes-nous capables ? On parle beaucoup de la construction d'une Algérie nouvelle. Mais il sera peut-être plus difficile de reconstruire la France. Ce pays a été profondément contaminé : dans ses institutions, dans sa justice, dans la pratique de l'autorité, dans ce qu'on ose à peine nommer son âme. Valeurs et langage ont été pervertis. Il va falloir, patiemment, refaire de l'élémentaire, réapprendre aux Français ce qu'est une nation, ce qu'est la loi, ce qu'est l'honneur.

La purgation nécessaire, nous n'en ferons pas une revendication de justice contre tous ceux, politiciens, fonctionnaires, militaires, qui ont forfait à leur devoir et ont sali le visage de la patrie. La France n'est pas en état de mener les procès qui s'imposeraient. Mais dans beaucoup d'institutions, d'administrations, de corps sociaux, il y a comme des cristallisations de pourriture qu'il faudra éliminer. Nous n'aurons de cesse que les réformes convenables soient entreprises dans l'enseignement, dans l'armée, dans la police, afin que soient tirées les leçons d'une lamentable faillite et qu'il y ait à l'avenir davantage de Français capables de résister à la barbarie. Nous le devons à nos victimes ; nous le devons à nos camarades qui ont témoigné jusqu'à la prison et parfois jusqu'à la mort. Que l'on renonce à punir les malfaiteurs, soit ; mais alors, qu'on réhabilite ceux qui ont refusé de participer à l'étouffement d'une revendication de dignité aujourd'hui reconnue. Ils attendent, dans les prisons ou hors de nos frontières, les gestes qui les réintégreront à une communauté qu'ils ont servie, on le voit aujourd'hui.

Les souffrances de ces sept années, c'est ce qu'on va faire maintenant qui leur donnera un sens durable. Si nous avons été incapables d'arrêter à temps cette guerre, au moins essayons de réussir cette paix.

ESPRIT.